



Visitez notre site Internet

www.lutte-ouvriere.org

Actualités lorraines de LO sur Facebook

[lutte.ouvriere.lorraine](https://www.facebook.com/lutte.ouvriere.lorraine)

Inflation qui s'emballe, menace de récession, guerres, crise climatique, énergétique... le monde s'enfonce dans des crises qui ont une même racine : la domination des capitalistes sur toute la société, la recherche effrénée de profit et la concurrence. Seuls les travailleurs, parce qu'ils font fonctionner la société, peuvent mettre un terme à cette course à l'abîme. C'est pourquoi il faut reconstruire un parti ouvrier, communiste et révolutionnaire qui agisse dans cette perspective.

Pour les salaires, il nous faut un plan de combat !

Les stations-services sont approvisionnées. Les trains roulent. Les poubelles sont ramassées. Et les vacanciers de la Toussaint profitent de quelques jours de repos. Cela suffit au gouvernement pour se féliciter d'un retour à la normale.

Car, pour lui, il est normal que les fins de mois soient de plus en plus dures à cause des prix qui explosent. Qu'il y ait de plus en plus de chômeurs pris à la gorge, c'est normal !

Des bus ou des trains sont supprimés parce qu'il manque du matériel et du personnel ? Normal ! Des urgences pédiatriques sont forcées d'envoyer des bébés à des centaines de kilomètres pour qu'ils soient soignés ? Il faut s'y faire !

Et il y a tous ceux qui ne peuvent pas faire trois repas par jour ou qui ne peuvent plus prendre leur voiture parce que l'essence coûte trop cher, ça aussi le gouvernement le considère comme normal.

Les capitalistes sont à l'offensive

Pendant ce temps, les capitalistes de l'énergie se gavent en faisant flamber les prix de l'électricité ou du gaz. Et pour s'enrichir, les spéculateurs n'y vont pas de main morte : les prix sont multipliés par 10, voire plus. Ces gens-là sont en train de pousser nombre de commerces et de PME vers la faillite. Ils enfoncez toute l'économie dans une grave crise, et ce n'est pas le gouvernement qui va les arrêter.

Oh, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, n'est pas content ! Il aurait même fait les gros yeux au PDG de TotalEnergies. Mais il reste totalement dévoué aux capitalistes. Sa politique n'est pas de réquisitionner les superprofits mais de réquisitionner les grévistes pour casser la contestation sociale ! Les capitalistes continueront donc de tout casser.

Pendant des décennies, l'État a pu atténuer les dégâts engendrés par la rapacité capitaliste en déployant un filet protecteur pour les plus pauvres. Parce que la France est un pays riche, il disposait d'une certaine marge de manœuvre. Cette possibilité-là s'amenuise de crise en crise, avec un endettement toujours plus grand.

La situation est d'autant plus grave que Macron étale son impuissance face à la guerre et la crise énergétique. Mais, en bon président anti ouvrier, il conserve un réflexe : taper sur les travailleurs et leur imposer de nouveaux sacrifices. Alors, non, le retour à la normale n'est pas pour demain !

Préparer la suite...

Grèves à la centrale de Cattenom, à Continental, chez Behr, débrayages dans les usines PSA de Borny et Trémery... le mécontentement sur les salaires s'exprime partout.

Chez Edf ou Continental, les patrons ont lâché quelques pourcents... qui n'auraient pas été donnés sans la grève.

Mais ce qu'il faut c'est une augmentation générale et massive des salaires pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat. Et il faut que les salaires suivent la hausse réelle du coût de la vie.

Pour l'imposer, il faudra une explosion sociale. C'est dès maintenant qu'il faut la préparer.

Un salarié comme un autre ?

Tavares, le PDG de PSA (Stellantis) a gagné en une année 66 millions. Cela représente le salaire pendant plus de 1 800 ans d'un travailleur payé 2 000 € nets par mois !

Les patrons se goinfrent, l'argent dégouline pour les actionnaires, et ils ne pourraient pas augmenter les salaires ? A d'autres !

Pauvre chou

Le PDG de Total, Pouyané, s'est dit « fatigué » par la polémique sur sa rémunération : oui, son salaire a augmenté de 50 % par rapport à 2020, mais c'était seulement pour revenir au niveau d'avant Covid, soit autour

La société passe d'une zone de turbulence à une autre. Dans le monde du travail, le mécontentement pousse des travailleurs à entrer en lutte, à débrayer ou à se mettre en grève, à l'échelle d'un service, d'un atelier, d'une entreprise ou d'un groupe.

On l'a vu avec la mobilisation des raffineries, une grève peut aussi très vite mettre le feu aux poudres et provoquer un mouvement plus général. Car tous les travailleurs le constatent, quel que soit leur niveau de salaire et qu'ils soient du public ou du privé : leur pouvoir d'achat recule car les prix flambent sans que les salaires suivent.

Le grand patronat a choisi d'engager le bras de fer en refusant de faire suivre les salaires. Eh bien, ce bras de fer, il faut le mener !

Pour avoir une chance de le gagner, il faut réfléchir à un plan de combat. Le grand patronat en a un. Il a une stratégie pour attaquer les travailleurs et aggraver l'exploitation. Pour l'appliquer, il paye même une armada de chefs et de sous-chefs. Et si cela produit des remous, il peut recourir à la menace et à la force répressive de l'État, aux huissiers, à la police et à la justice.

Se battre... en fixant nous-mêmes les objectifs et en dirigeant nos luttes

Alors, la volonté de se défendre ne suffit pas. Il faut que les travailleurs se donnent une politique de lutte pour qu'ils sachent unir leurs forces autour des revendications qu'ils estiment légitimes.

Que nous faut-il ? Une prime qui sera aussitôt engloutie et galérer avec un salaire de base qui reste au plancher ? Évidemment non ! C'est le salaire de base qui compte tous les mois pour payer le loyer, les factures et pour négocier un emprunt. C'est à partir de lui que la retraite et les indemnités chômage sont calculées.

Alors, ce sont les salaires qu'il faut augmenter. Cela, d'au moins 400 euros par mois, pour combler le fossé creusé du fait de l'envolée des prix. Et la seule garantie que les salaires ne soient pas aussitôt dépassés par les prix, c'est de revendiquer leur indexation sur l'augmentation réelle des prix, et pas celle que nous vend le gouvernement.

Et discutons des moyens de diriger nous-mêmes notre lutte. À Total-Energies, deux syndicats, la CGC et la CFDT, hostiles à la grève, ont signé un accord avec la direction contre la volonté des grévistes. Si la combativité et la détermination des travailleurs sont au rendez-vous, il faut savoir que les appareils syndicaux voudront en garder le contrôle et sont prêts à brader la lutte pour un plat de lentilles. Alors, donnons-nous les moyens de contrôler nous-mêmes les luttes que nous engageons !

Nathalie Arthaud

de 6 millions d'euros.

Il veut qu'on l'applaudisse pour avoir réussi à survivre avec seulement 4 millions d'euros en 2020 ! En voilà un qui n'a pas volé la grève pour les salaires dans les raffineries.

Chômage de très courte durée

L'ancien Premier ministre Jean Castex a été proposé par le gouvernement pour prendre la tête de la RATP.

Pour ces gens-là, pas besoin de traverser la rue après un licenciement pour trouver un travail confortable et royalement payé.

À bas les guerres de Poutine, de Biden et de l'OTAN contre les peuples !

Réunion publique
samedi 26 novembre à 15h30
à Metz

FJT Etap'Habitat - Salle 7
2 rue Georges Ducrocq à Metz



« Travailleurs de tous les pays,
unissons-nous » Karl Marx

Imp. spé. LO
Le 26/10/2022

Pour nous joindre : Mail : lutte.ouvriere.lorraine@gmail.com

Courrier : Lutte ouvrière - BP 47027 - 57030 Metz Cedex 1

✂-----

Nom : Prénom : Tél :

Adresse postale :

Mail :

Je souhaite : garder le contact et être tenu(e) au courant des activités de LO dans la région
 aider Lutte ouvrière à construire un parti pour les travailleurs

